

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA SUSPENSION ET DU TABLIER MÉTALLIQUE DU PONT DE TANCARVILLE



Numéro de consultation : CCITSE-2025-AOO-12



Procédure de passation : Appel d'offres ouvert, procédure formalisée prévue par les articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-2-1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 – OBJET DU MARCHÉ, FORME DU MARCHÉ	4
1.2 - TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - DURÉE	4
1.4 - MONTANT	5
1.5 - IDENTIFICATION DES PARTIES	5
1.6 - FORME DES NOTIFICATIONS DES DÉCISIONS OU DES INFORMATIONS	6
1.7 - BONS DE COMMANDE ET ORDRE DE SERVICE	6
1.8 - CLAUSES DE REEXAMEN	6
1.9 - PASSATION ET ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES	8
3.1 - RÉPARTITION DES PAIEMENTS	8
3.2 - RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER	8
3.3 - CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÉGLEMENT DES COMPTES	
- TRAVAUX EN RÉGIE	9
3.5 - VARIATION DANS LES PRIX	13
3.6 - PAIEMENT DES COTRITANTS ET DES SOUS-TRITANTS	14
ARTICLE 4 - DÉLAI D'EXÉCUTION	16
4.1 - DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	16
4.2 - PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION PROPRES	17
4.3 - PÉNALITÉS - PRIMES D'AVANCE	17
4.4 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	19
4.5 - DÉLAI ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION	19
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	19
5.1 - RETENUE DE GARANTIE	19
5.2 - AVANCE	20
ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	20
6.1 - PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	20
6.2 - MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT	20
6.3 - QUALITÉS DES MATÉRIAUX ET PRODUITS, APPLICATION DES NORMES	20
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES	20
ARTICLE 8 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	20
8.1 - PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	20
8.2 - PLANS D'EXÉCUTION - NOTES DE CALCUL - ÉTUDES DE DÉTAIL	21
8.3 - MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL	21
8.4 - INSTALLATION, ORGANISATION, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DES CHANTIERS	21
8.5 - GARDE DU CHANTIER	23
8.6 - CONDITIONS ENVIRONNEMENTALES	23
8.7 - CONFIDENTIALITÉ ET SÉCURITÉ	23
8.8 - PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	23
8.9 - AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX	23

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	24
9.1 - RECEPTION	24
9.2 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	24
9.3 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	24
9.4 - DELAIS DE GARANTIE	24
9.5 - ASSURANCES	24
ARTICLE 10 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE - REGLEMENT DES LITIGES	24
ARTICLE 11 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	25
12 - REGLEMENT DES LITIGES	25
12.1 DIFFERENDS	25
12.2 LITIGES ET CONTENTIEUX	25
ARTICLE 13 - GARANTIE RELATIVE A LA PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE	25
ARTICLE 14 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	25

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

Pour toute la suite du présent document et en vue de faciliter sa lecture, le code de la commande publique issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 modifiée portant partie législative du code de la commande publique, des décrets n°2018-1075 du 3 décembre 2018 modifié portant partie réglementaire du code de la commande et 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique, est désigné par le code.

La CCIT Seine Estuaire exploite les ouvrages des concessions de la concession du pont de Tancarville pour le compte de l'Etat. Le tablier métallique ainsi que la suspension de l'ouvrage font régulièrement l'objet de campagnes de maintenance et d'entretien. L'objectif de cet accord-cadre est justement de permettre la commande de ces opérations régulières et récurrentes de maintenance et d'entretien.

Les dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières concernent tant l'exécution des commandes passées que celle des marchés subséquents attribués sur son fondement sauf à ce que ces derniers (i.e. marchés subséquents) y dérogent de façon expresse.

1.1 – Objet du marché, forme du marché

Le présent accord-cadre mono-attributaire concerne des travaux d'entretien de la suspension et du tablier métallique du pont de Tancarville. Le site d'exécution et les différents types de travaux susceptibles d'être confiés au titulaire sont reportés au cahier des clauses techniques particulières et valorisés au bordereau des prix.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Conformément à l'article R.2162-3 du code de la commande publique, l'accord-cadre est exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R.2162-7 à R.2162-12 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum exprimé en valeur au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique, comme suit :

Montant minimum	Montant maximum		
	Pour la période initiale (12 mois)	Pour chaque période de reconduction (12 mois)	Pour la durée totale de l'accord-cadre (48 mois)
sans montant minimum	4 000 000 € HT	4 000 000 € HT	16 000 000 € HT

1.2 - Tranches et Lots

L'accord-cadre ne fait l'objet d'une décomposition ni en lots au sens des dispositions de l'article L. 2113-10 du code, ni en tranches au sens des dispositions de l'article R. 2113-4 du code.

1.3 - Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois fermes à compter de sa date de notification.

Il peut être reconduit trois (3) fois, pour des périodes de douze (12) mois, de manière tacite.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra excéder quarante-huit (48) mois.

Le titulaire ne peut refuser les reconductions ou les non-reconductions.

En cas de non-reconduction, l'acheteur en informe le titulaire au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Les marchés subséquents et les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des marchés subséquents ou des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Tout marché subséquent et tout bon de commande notifié pendant la durée de validité de l'accord-cadre continue à s'exécuter quelle que soit la date de commencement d'exécution des prestations et ce, jusqu'à leur terme.

La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du titulaire concerné.

Le présent article s'applique sous réserve que le montant maximum du présent accord-cadre n'ait pas été atteint.

1.4 - Montant

Les prix sur lesquels le titulaire s'engage sont fixés au paragraphe B de l'acte d'engagement, paragraphe renvoyant au bordereau de prix des travaux dont l'ensemble des postes sont remplis. Ces prix constituent des prix butoirs que le titulaire ne peut dépasser à l'occasion de la remise de ses chiffrages éventuels concernant les marchés subséquents.

1.5 - Identification des parties

1.5.1 - Pouvoir adjudicateur - Opérateur économique

L'accord-cadre est conclu entre un pouvoir adjudicateur, au sens des dispositions de l'article L. 1211-1 du code, et un opérateur économique ou un groupement d'opérateurs économiques.

1.5.2 - Organisation du pouvoir adjudicateur

Au sens des dispositions de l'article 2 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur est le maître d'ouvrage pour le compte duquel les travaux sont exécutés. Le représentant du maître d'ouvrage est le représentant dûment habilité par ce dernier à l'engager et à le représenter dans l'exécution de l'accord-cadre. Le maître d'ouvrage est la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale (CCIT) Seine Estuaire, dûment représentée par sa Présidente. Cette dernière a délégué sa signature à M. Yves LEFEBVRE, Vice-président de la CCIT Seine Estuaire, Représentant du pouvoir adjudicateur.

Dès la notification de l'accord-cadre, le maître d'ouvrage désigne une personne physique, habilitée à suivre les travaux auprès du titulaire.

Le Service Exploitation des Ponts de la CCIT Seine Estuaire représenté par M. Clément FASQUEL, Directeur-adjoint des concessions, est le service du pouvoir adjudicateur en charge du suivi, du pilotage et du contrôle de l'exécution des travaux.

Le maître d'ouvrage n'est pas assisté par un maître d'œuvre externe ou un bureau d'études techniques en charge d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de

l'exécution des travaux. Dans le cas contraire, le titulaire en est averti lors de la commande des travaux.

Les risques particuliers à certains types de travaux (présence de MCA, risque d'exposition au plomb...) commande d'avoir recours à un bureau d'études externe pour les missions de coordination sécurité et protection de la santé voire le suivi et la mise à jour des plans de prévention des risques tout au long de l'exécution des travaux suivant le régime applicable aux travaux commandés. Le titulaire sera averti de l'identité du bureau d'études mobilisé par le maître d'ouvrage dès sa désignation.

1.5.3 - Déclaration de sous-traitance

Le Titulaire est habilité à sous-traiter une partie des travaux qui lui ont été commandés par le Maître d'Ouvrage provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant (sous réserve d'une somme de travaux supérieure à 600 euros TTC). L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Maître d'Ouvrage. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours d'exécution du marché en application des dispositions des articles L. 2193-1 à 14 et R. 2193-1 à 22 du code ainsi que de l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

1.6 - Forme des notifications de décisions ou des informations

L'article 3.1 du CCAG-Travaux est complété comme suit. Les décisions ou informations du Maître d'ouvrage sont notifiées au titulaire par envoi postal avec demande d'accusé de réception. La notification est faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre ou, à défaut, à son siège social ou en cas de groupement à l'adresse du mandataire.

Dans l'hypothèse d'envoi d'informations par courriel, ces derniers doivent donner lieu à accusé de réception de la part du destinataire (agent du pouvoir adjudicateur comme du titulaire), faute de quoi, les informations concernées sont réputées ne pas avoir envoyées et les éventuels délais qu'elles doivent déclencher ne courent pas.

Le précédent alinéa ne s'applique pas dans les deux hypothèses suivantes :

- Utilisation du système de lettre recommandé par voie électronique visé par le décret n°2018-347 du 9 mai 2018 relatif à la lettre recommandée électronique ;
- Utilisation de la messagerie sécurisée du profil acheteur de la CCIT Seine Estuaire générant des accusés de réception électroniques lors de la réception des courriers ou éléments adressés par ce biais

1.7 - Bons de commande et ordre de service

Les bons de commande sont émis par le Maître d'ouvrage et précisent l'étendue de la commande passée au titulaire. Les ordres de services sont émis par le Maître d'ouvrage sur la base des bons de commande. Une commande peut ainsi donner lieu à plusieurs ordres de services.

Le titulaire se conforme strictement aux bons de commande et ordre de services qui lui sont notifiés (qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de la part de ces derniers, et ce, en application des dispositions des article 3.7 et 3.8 du CCAG-Travaux.

1.8 - Clauses de réexamen

Le présent accord-cadre ne prévoit pas de clause de réexamen au sens des dispositions des articles L. 2194-1 à 3 et R. 2194-1 et suivants du code.

1.9 - Passation et attribution des marchés subséquents

Dans l'hypothèse de l'attribution d'un marché subséquent, le titulaire reçoit une demande de chiffrage en ce sens associée à un programme de travaux à réaliser. Son chiffrage est à remettre de façon dématérialisée sur le profil acheteur utilisé par la CCIT Seine Estuaire dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la réception de la demande en ce sens.

Le chiffrage est nécessairement réalisé à l'aide des prix butoirs figurant déjà dans le bordereau de prix de l'accord-cadre. Sur ce point, il est bien rappelé que les tarifs que le titulaire remet sur ces postes ne peuvent en aucun cas dépasser ceux figurant dans le bordereau de prix de l'accord-cadre. Le chiffrage remis par le titulaire est associé à un descriptif de la méthodologie que le titulaire propose de mettre en place. L'offre est jugée sur la base de la cohérence entre le dossier technique et sa valorisation sur le plan financier.

Une fois acceptée, elle est signée et notifiée au titulaire par le biais de la messagerie sécurisée du profil acheteur qui matérialise ainsi la notification du marché subséquent.

Le marché subséquent s'exécute alors sur la base des documents contractuels de l'accord-cadre sauf dérogation expresse de sa part.

Article 2 - Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

▪ **Pièces particulières** :

- l'acte d'engagement (ou ATTRI1) et ses annexes :
 - annexe n°1.1 : interlocuteurs référents ;
 - annexe n°1.2 : le bordereau de prix unitaires ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le règlement d'exploitation du pont de Tancarville ;
- les diagnostics techniques amiante et plomb ;
- le document « questions-réponses » retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques, le cas échéant ;
- l'offre technique du titulaire ;
Seuls sont intégrés aux pièces contractuelles les engagements du titulaire à l'égard de la personne publique tels qu'exposés dans l'offre technique ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs (avenants), postérieurs à la notification du marché.

En application du présent article, les stipulations de l'offre technique en contradiction avec les autres pièces contractuelles sont inapplicables et inopposables à l'acheteur. L'offre technique du titulaire ne saurait créer une quelconque charge opposable à l'acheteur.

▪ **Pièces générales** :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques générales applicable aux prestations objet du marché ;
- l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux en vigueur applicables dans le cadre de

l'exécution du marché pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Les pièces générales ne sont pas jointes au marché. Elles sont réputées connues des parties en présence, la signature des pièces particulières entraînant leur acceptation.

Le titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.

En cas d'évolution, pendant le déroulement des prestations, des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfèrent, le titulaire doit en informer par écrit les représentants désignés de l'acheteur pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution.

Cette information doit être accompagnée d'une analyse, au moins sommaire, des incidences de ces évolutions sur le projet. La décision de l'acheteur est alors notifiée par écrit au titulaire dans un délai d'un (1) mois. A défaut de notification, cette évolution n'est pas prise en compte.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus. Une contradiction s'entend comme une impossibilité radicale d'appliquer simultanément deux stipulations. Si tel n'est pas le cas, les stipulations sont considérées comme complémentaires et s'appliquent.

Cette disposition est d'application générale, sauf dans les cas suivants :

- Lorsqu'une indication est manifestement erronée (erreur de frappe ou d'impression) et aboutirait à une réalisation aberrante ; l'indication qui apparaît manifestement comme étant la plus logique sera alors d'application même si elle figure dans une pièce de moindre priorité,
- En cas d'accord intervenu entre les parties concernées par la contradiction.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus, constitutives du marché, est réputée non écrite.

Seules les pièces conservées dans les archives de la personne publique font foi.

Article 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement, les commandes passées au titulaire ainsi que les marchés subséquents qui lui ont été attribués indiquent ce qui doit être réglé :

- Soit au Titulaire et à ses sous-traitants ;
- Soit au mandataire du groupement, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2 - Répartition des dépenses communes de chantier

3.2.1 - Dépenses d'entretien

- Chaque entrepreneur (Titulaire et sous-traitants) doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- Chaque entrepreneur Titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés ;

- Chaque entrepreneur Titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation, de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel dérobé.

3.2.2 - Dépenses diverses

Dans l'hypothèse où le Titulaire est un groupement momentané d'entreprises, il est fait application des dispositions de l'article 9.1.2 du CCAG-Travaux.

3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

3.3.1 - Modalités d'établissement des prix et contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont établis hors TVA. Il est fait application des dispositions de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux. Les prix butoirs portés au bordereau des prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieux où s'exécutent ces travaux, et ce, en application des dispositions de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- Des frais à acquitter lors de chaque passage au péage des Ponts de Normandie et de Tancarville pour toutes ses interventions ;
- De phénomènes naturels considérés comme prévisibles normalement lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites suivantes :
 - a - Gel : +5°C à 8h du matin (sur la base des références de la station météo la plus proche du Havre) ;
 - b - Vent : 80 km/h à 8h du matin (sur la base des références de la station météo la plus proche du Havre) ;
 - c - Précipitations : 10 mm par jour sur une durée de 3 jours consécutifs (sur la base des références de la station météo la plus proche du Havre) ;
 - d - Neige : 5 cm par jour sur une durée de 2 jours consécutifs (sur la base des références de la station météo la plus proche du Havre) ;
 - e - Température minimale sous abri : -15°C pendant 24h (sur la base des références de la station météo la plus proche du Havre) ;
 - f - Température maximale sous abri : +35°C pendant 24h (sur la base des références de la station météo la plus proche du Havre) ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ;
- Des frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d'emploi, de leur manutention, de leur stockage et/ou de leur gardiennage dans l'enceinte du chantier
- Les prix sont établis en tenant compte des sujétions que sont susceptibles d'entraîner la réalisation simultanée d'autres ouvrages à proximité ;
- De frais d'établissement des documents nécessaires à la réalisation de l'ouvrage tels que plans d'exécution, études de détails, notes de calcul, de schémas d'installation, essais, prototypes et zones témoin nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que la fourniture de plans, tirages, documents à soumettre à l'approbation du Maître d'Ouvrage, bureau de contrôle, ainsi que les frais d'étude pour adaptations et modifications éventuelles pendant la phase d'exécution des travaux ;

- De frais d'établissement des documents fournis après execution des travaux ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- Des sujétions techniques d'exécutions mentionnées au cahier des clauses techniques particulières ;
- Des frais d'assurance mentionnées au présent cahier des clauses administratives particulières ;

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le Maître d'Ouvrage. Par ailleurs, sur la base de la définition et de la description des ouvrages figurant au cahier des clauses techniques particulières et quelles que soient les imprécisions, contradiction ou omissions que pourraient présenter les pièces techniques, le Titulaire est réputé avoir prévu lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son offre technique). Les éléments mentionnés ci-avant sont d'autant plus à intégrer dans son offre par le Titulaire, qu'il s'est prêté à une visite de site préalablement au dépôt de son offre.

Par ailleurs le Titulaire étant tenu à la justesse du quantitatif avant la remise de son offre, aucune réclamation du Titulaire ne pourra être prise en compte après la signature de l'accord-cadre. Les dépenses supplémentaires imprévues que le Titulaire pourrait avoir à supporter par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

3.3.2 - Prestations fournies au Titulaire

Les commandes passées sur la base du présent accord-cadre ne mettent pas en œuvre de prestations fournies à titre gratuit au Titulaire par le Maître d'Ouvrage.

3.3.3 - Caractéristiques des prix pratiqués

Le présent accord-cadre est réglé par des prix mixtes renseignés dans le Bordereau des Prix Unitaires et forfaitaires remis par le Titulaire dans son offre à l'appui de l'Acte d'Engagement. Les marchés subséquents pourront le cas échéant être traités à prix forfaitaires. Dans cette hypothèse, l'indication en sera donnée à l'attribution du marché public en cause.

3.3.4 - Documents concernant les prix à fournir au début des travaux

Les prix des travaux sont définitifs et remis par le Titulaire dans son dossier d'offre.

3.3.5 - Travaux en régie

Le présent chantier ne donne pas lieu à exécution de travaux en régie.

3.3.6 - Modalités de règlement des comptes

Les projets de décompte sont présentés dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG-Travaux. Le règlement des travaux des différentes commandes et marchés subséquents attribués se fait par des acomptes mensuels et un solde. Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours. Le titulaire utilise pour présenter ses projets de décompte le cadre type transmis au cours de la première réunion avec les services du maître d'ouvrage. Il est précisé sur ce point que

chaque commande et chaque marché subséquent doit être reporté de façon scrupuleuse sur les projets de décompte mensuel indiqués, afin de permettre une parfaite identification de la nature et de la consistance des travaux dont le règlement est sollicité. Etant entendu que le titulaire dispose de la possibilité, sur accord du maître d'ouvrage de faire figurer les travaux de plusieurs commandes/marchés subséquents sur le même projet de décompte mensuel pour liquidation par le maître d'ouvrage.

Dans le cadre de la réglementation sur la facturation électronique, les projets de décompte sont transmis par l'intermédiaire de la solution informatique <https://chorus-pro.gouv.fr> dans les conditions détaillées par le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont conformes aux dispositions des articles L. 2192-10 à 14 et R. 2192-10 à 36 du code. Tout retard de paiement par rapport au délai précité entraîne de plein droit l'application des intérêts moratoires dans les conditions détaillées aux articles R. 2192-31 à 34 du code ainsi que le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant fixé par les dispositions de l'article D. 2192-35 du code.

Dans le cas de travaux absolument imprévisibles mais dont la nécessité serait impérative, il est fait application des dispositions de l'article 13 du CCAG-Travaux.

Décomptes mensuels et acomptes mensuels

Les projets de décompte comportent obligatoirement les détails liés aux différents éléments listés ci-dessous :

- Travaux (ou parties de travaux) concernés par le décompte et dont le règlement est demandé ;
- Récapitulatifs des montants déjà perçus et des montants restant à percevoir ;
- Récapitulatif des débours incombant au Maître d'Ouvrage et dont le Titulaire a fait l'avance, le cas échéant, au titre des dispositions de l'article 26.4 du CCAG-Travaux ;
- Calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires ;
- Calcul avec justifications à l'appui, des coefficients de révision de prix ;
- Copie des demandes de paiement des sous-traitants présentés par le Titulaire et acceptés et agréés préalablement par le Maître d'Ouvrage (le cas échéant et en cas de sous-traitants) ;

Le montant des travaux est établi de la façon suivante. Le projet de décompte mensuel comporte le relevé des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constatations contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage. Pour déterminer ce pourcentage, il est fait usage de la décomposition de prix définie à l'article 9.3 du CCAG-Travaux.

Le projet de décompte mensuel établi par le Titulaire constitue la demande de paiement. Ils sont établis sur la base du cadre diffusé lors de la mise en concurrence. Cette demande est datée et mentionne les références de l'accord-cadre et du bon de commande concerné. Le Titulaire envoie cette demande de paiement au Maître d'Ouvrage pour visa et au moyen de tout mode de transmission permettant d'attester de la date de la correspondance. Le Maître d'Ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le Titulaire. Le projet accepté devient alors décompte mensuel. Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas de caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

A partir du décompte mensuel, le Maître d'Ouvrage détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au Titulaire sur la base des dispositions des articles R. 2191-20 à 22 du code. Le Maître d'Ouvrage dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- A. Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix et tarifs initiaux, ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- B. Le montant de la TVA ;
- C. Le montant des pénalités le cas échéant ;
- D. L'effet du calcul de la révision des prix. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- E. Le cas échéant, le montant de l'avance forfaitaire à verser au Titulaire ;
- F. Le cas échéant, le montant de l'avance forfaitaire à rembourser par le Titulaire ;
- G. Le cas échéant, le montant de la retenue de garantie ;

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au Titulaire est la somme des postes n°A et B, augmentée le cas échéant du montant des postes n°D et E et diminué le cas échéant de la somme des postes n°C, F et G.

Le Maître d'Ouvrage notifie par ordre de service au Titulaire l'état d'acompte mensuel et règle les sommes qu'il admet. Les états d'acomptes mensuels peuvent concerner plusieurs commandes passées au titulaire. Cette notification intervient dans les 7 (sept) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du Titulaire. Si cette notification n'intervient pas dans un délai de 7 (sept) jours à compter de la réception de la demande de paiement du Titulaire, celui-ci en informe le Maître d'Ouvrage qui procède alors au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du pouvoir adjudicateur règle les sommes admises par le Maître d'Ouvrage. Après résolution du désaccord, il procède le cas échéant au paiement d'un complément, majoré s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée au Titulaire. Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

Décomptes finaux

Après l'achèvement des travaux, un projet de décompte final est établi concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier. Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du Titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le Titulaire prétend du fait de l'exécution des travaux commandés, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées. Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux comme les projets de décomptes mensuels et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés ci-dessus s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

Le Titulaire transmet son projet de décompte final au Maître d'Ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans le délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin du délai mentionné à l'article 9.2 du présent document.

Toutefois, s'il est fait application des dispositions de l'article 41.5 du CCAG-Travaux, la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à cet article est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais ci-dessus.

S'il est fait application des dispositions de l'article 41.6 du CCAG-Travaux, la date de notification de la décision de réception des travaux est la date retenue comme point de départ des délais ci-dessus.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le Titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le Maître d'Ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du Titulaire. Ce décompte final est alors notifié au Titulaire avec le décompte général tel que défini ci-dessous. Le Titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Le Maître d'Ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le Titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le Maître d'Ouvrage.

Décompte général définitif et solde

Il est dérogé aux dispositions de l'article 12.4 du CCAG-Travaux concernant le décompte général et définitif. Le paiement de l'acompte final du bon de commande ou du marché subséquent en question concerné entraîne le solde des comptes du bon de commande. Le décompte final présenté par le titulaire se transforme dès lors en décompte général et définitif du bon de commande émis ou du marché subséquent en question.

Il ne sera donc pas dressé de décompte général de l'ensemble des travaux réalisés à la fin de l'accord-cadre.

3.4.7 - Pertes et avaries

En cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers, par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible, ou en cas de force majeure, le Titulaire est indemnisé pour le préjudice subi sous réserve :

- Qu'il ait pris, en cas de phénomène naturel, toutes les dispositions découlant de l'article 17.2 du CCAG-Travaux ;
- Qu'il ait signalé immédiatement les faits par écrit.

Aucune indemnité ne peut néanmoins être accordée au Titulaire pour perte totale ou partielle de son matériel flottant, les frais d'assurance de ce matériel sont réputés compris dans les tarifs auxquels le Titulaire s'engage.

3.4.8 - Approvisionnements

Il est dérogé aux dispositions de l'article 10.4 du CCAG-Travaux. Aucun paiement n'est effectué sur approvisionnement.

3.5 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3.5.1 - Type de variation des prix

Les prix sont définitifs et révisables suivant les modalités fixées au 3.5.3 et 3.5.4 du présent cahier.

3.5.2 - Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant le mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois m_0 ».

3.5.3 - Choix des index de référence

L'index pris pour référence dans le cadre de l'application de la révision des prix est l'index TP02 (base 2010, référencé 001710987 sur le site Internet de l'INSEE).

3.5.4 - Modalités de variation des prix

La révision est effectuée par application aux prix d'un coefficient calculé par la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0[0,125 + 0,875(TP02/TP02_0)]$$

P=prix révisé

P_0 =prix avant application de la formule de révision

TP02=index Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation, base 2010 – référencé par l'INSEE sous l'identifiant 001710987 (lors de l'application de la formule de révision des prix) ;

$TP02_0$ = index Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation, base 2010 – référencé par l'INSEE sous l'identifiant 001710987 (valeur du mois « m_0 ») ;

Les valeurs de cet index sont publiées dans leur ensemble publiés à intervalles réguliers sur le site de la Banque de Données Macro-Economiques de l'INSEE à l'adresse Internet suivante : <http://www.insee.fr>. Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur. Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il est fait application des dispositions des articles R. 2191-27 et 28 du code concernant la révision qui est d'abord provisoire avant d'être définitive si elle vient à être appliquée.

3.5.5 - Variations des frais de coordination

Le présent accord-cadre et les commandes passées sur son fondement ne donnent pas lieu à une variation des frais de coordination.

3.5.6 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au Titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3.6 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours d'exécution

Il est fait application des dispositions de l'article 3.6 du CCAG-Travaux. L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R. 2193-3 et 4 du code. Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- Les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-59 à 61 du code : Madame la Présidente de la CCIT Seine Estuaire ou la personne ayant reçu délégation ;
- Le comptable assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la CCIT Seine Estuaire ;

- Les coordonnées bancaires du compte à créditer.

3.6.2 - Modalités de paiement direct

3.6.2.1 - *Cotraitants*

Il est fait application des dispositions de l'article 10.7 du CCAG-Travaux.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun. La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si l'accord-cadre prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition. Lorsque chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun. La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement solidaire, compte tenu des modalités de paiement prévues dans l'accord-cadre.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- Indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du Maître d'Ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- Joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

3.6.2.2 - *Sous-traitants*

Conformément aux dispositions des articles R. 2193-10 à 16 du code, le sous-traitant adresse au Titulaire, sa demande de paiement libellée au nom du Maître d'Ouvrage, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. La demande de paiement est accompagnée du double de la facture libellée au nom du Titulaire ainsi que de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que ce dernier a reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le Titulaire. Le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au Maître d'Ouvrage.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au Maître d'Ouvrage, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le Maître d'Ouvrage adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans un délai maximum de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par le Maître d'Ouvrage de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le Maître d'Ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ci-

dessus. Le Maître d'Ouvrage informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

3.6.3 - Monnaie de compte

La monnaie de compte de l'accord-cadre est la même pour toutes les parties prenantes (sous-traitants compris). Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le Titulaire. Il s'agit de l'euro.

Article 4 - Délai d'exécution

4.1 - Délai d'exécution des travaux

4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution prévisionnel global des travaux est fixé par le bon de commande concerné ou le marché subséquent attribué. Il est précisé qu'il s'agit d'un délai maximum. Le délai court à compter de la notification du premier ordre de service au Titulaire prescrivant le démarrage des travaux.

Les délais comprennent en outre:

- La durée légale du temps de travail hebdomadaire ;
- Les congés payés ;
- Les intempéries prévisibles détaillées à l'article 3.4.1 du présent CCAP ;
- Le délai de repliement du chantier ;
- Le délai de nettoyage général final.

Il est à noter que le Maître d'Ouvrage est à même d'apprécier la réalité des phénomènes d'intempéries empêchant réellement l'exécution des travaux de l'ouvrage. En cas de contestation, seul le fax produit aux frais de l'entreprise, de la station météo la plus proche du Havre sera admis comme preuve.

4.1.2 - Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le Maître d'Ouvrage sur proposition du Titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution visé à l'article 4.1.1 du présent CCAP. Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique, en outre :

- La durée et la date prévisionnelle de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du Titulaire sur le chantier.

L'absence de visa dans ce délai dans un délai de dix jours à compter de la proposition vaut accord de sa part concernant le calendrier détaillé. Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au Titulaire de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Les modifications du calendrier détaillé d'exécution des travaux ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution d'ensemble ; elles tiennent compte toutefois, le cas échéant des prolongations de délais des articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux et de l'article 4.2 du présent CCAP. Le calendrier initial mentionné ci-dessus, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service au Titulaire, après avoir été approuvé et signé par ce dernier.

4.2 - Prolongation des délais d'exécution propres

Il est fait application des dispositions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux. En dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution des travaux ne peut résulter que d'un avenant. Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou d'une ou plusieurs tranches de travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- Un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- Une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- Une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier ;
- Un ajournement de travaux décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- Un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du Maître d'Ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre contrat exécuté par un autre Titulaire.

L'importance de la prolongation ou du report est décidé par le représentant du Pouvoir Adjudicateur qui la notifie au Titulaire. Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le chantier, les délais d'exécution des travaux sont prolongés, cette prolongation est notifiée au Titulaire par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué ci-dessous. Le Maître d'Ouvrage tient le compte des jours d'intempéries constatés. Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

4.3 - Pénalités - Primes d'avance

4.3.1 - Pénalités de retard dans la préparation du chantier et l'exécution des travaux

Il est dérogé aux dispositions des articles 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG-Travaux. Le Titulaire subit sans mise en demeure préalable une pénalité de 300 euros HT par jour calendaire de retard en cas de non remise des études d'exécution (plans d'exécution, note de calcul, fiches techniques, études de détail, plans de synthèse, calendrier détaillé d'exécution...) durant la période de préparation.

En cas de dépassement du délai contractuel de la période de préparation, une pénalité journalière de 500 euros HT par jour calendaire de retard est appliquée sans mise en demeure préalable, à compter du premier jour de dépassement de la période contractuelle consacrée à la préparation du chantier.

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des travaux, le Titulaire subit une pénalité journalière conformément à l'article 19.1 du CCAG travaux avec un minimum de 500 euros HT par jour calendaire de retard à compter du premier jour de dépassement du délai contractuel d'exécution.

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire ne bénéficie d'aucune exonération en matière de recouvrement des pénalités de retard.

4.3.2 - Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence ou de retard aux rendez vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le Maître d'Ouvrage, une pénalité forfaitaire de 150 euros HT (par absence dûment constatée) est encouru par le Titulaire dûment convoqué. Est considéré comme absent tout Titulaire représenté par une personne incompétente ou insuffisamment informée du déroulement des travaux du chantier ainsi

que tout Titulaire accusant une (1) heure de retard au moins par rapport à l'heure de convocation.

4.3.3 - Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Il est dérogé aux dispositions de l'article 52.1 du CCAG-Travaux, dans la mesure où le titulaire se conforme aux obligations de sécurité et de protection de la santé des travailleurs dans un délai prescrit par le représentant du maître d'ouvrage et potentiellement inférieur à 15 jours. Le non respect de ce délai donne lieu à l'application de la pénalité prévue par le présent article.

En cas de non respect par le Titulaire ou un de ses sous-traitants des délais fixés à l'article 8.4 du présent cahier des clauses administratives particulières concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs, une pénalité égale à 300 euros HT par jour calendaire d'infraction constatée est encourue sans mise en demeure par le Titulaire. Ladite pénalité est imputée par le Maître d'Ouvrage sur les sommes dues au Titulaire, et ce, pour toute infraction constatée par le Maître d'Ouvrage.

4.3.4 - Pénalités diverses

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 4.3.1 et 4.3.2 du présent CCAP et avec lesquelles elles se cumulent. Ces pénalités interviennent de plein droit sans mise en demeure préalable, sur la simple constatation par le Maître d'Ouvrage des infractions. Il s'agit des éléments suivants :

- Retard dans l'installation ou le repliement des installations de chantier : 500 euros HT par jour calendaire de retard ;
- Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier, définie au CCTP : 300 euros HT par jour calendaire de retard ;
- Dépôt des matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 300 euros HT par jour calendaire de retard ;
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 150 euros HT ;
- Retard dans le nettoyage du chantier et des voiries alentours constaté par le Maître d'Ouvrage : 150 euros HT par jour calendaire de retard. En outre s'il est constaté une mauvaise tenue de chantier et/ou des abords de voirie pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur Titulaire responsable est mis en demeure d'y remédier, y compris par télécopie, dans un délai déterminé par le Maître d'Ouvrage;
- Absence de dispositifs de nettoyage des engins avant sortie du chantier : 300 euros HT par jour calendaire de retard ;
- Non-respect du CCTP ou de la note méthodologique remise par le titulaire dans l'offre déposée. Pour chaque infraction constatée par le Maître d'Ouvrage et par jour calendaire à compter de la notification de la mise en demeure : 150 euros HT ;
- Non remise du dossier des ouvrages exécutés dans les délais impartis : 500 euros HT par jour de retard (à compter du premier jour de non respect du délai de remise) ;
- Absence de fourniture des DOE/DIUO dans les délais impartis : 300 euros HT par jour calendaire de retard.
- Retard dans la remise d'un chiffrage par rapport au délai indiqué dans le présent cahier : 50 euros HT par jour calendaire de retard.

4.3.5 - Primes d'avance

Le versement de primes d'avance n'est pas prévu par le présent accord-cadre.

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En précision des dispositions de l'article 37 du CCAG-Travaux, chaque entrepreneur a l'obligation d'enlever tous les déchets et gravois résultant de l'exécution des travaux afin de maintenir le chantier en constant état de propreté y compris lors de la réception des travaux.

Le Maître d'Ouvrage a la possibilité à tout moment de faire nettoyer complètement le chantier et les voiries alentours par l'entrepreneur Titulaire ou par une entreprise spécialisée aux frais de l'entrepreneur Titulaire défaillant. Il est rappelé que les délais d'exécution des travaux mentionnés lors des commandes et impartis au Titulaire englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'exécution des travaux objets de la commande concernée. En cas de retard dans ces opérations, et après mise en demeure par ordre de service, restée sans effet, le Maître d'Ouvrage peut les faire exécuter par une autre entreprise aux frais et risques du titulaire, sans préjudice de l'application de la pénalité particulière visée par le présent CCAP.

4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Outre les documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux en application de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, et par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, le Titulaire remet au Maître d'Ouvrage :

- Un exemplaire provisoire du DOE et du DIUO pendant les OPR pour analyse ;
- Après réception et en cas de retard dans la remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés, et autres procès-verbaux d'essais à fournir par le Titulaire, conformément aux dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux, le Titulaire encourt une pénalité de retard, détaillée à l'article 4.3.4 du présent CCAP.

Article 5 - Clauses de financement et de sûreté

5.1 - Retenue de garantie

Il est appliqué une retenue de garantie dont le montant est égal à 5% du montant initial de la commande, augmenté, le cas échéant, du montant des modifications concernées. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance. La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 à 42 du code.

Lorsque le Titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le Titulaire a la possibilité, pendant toute la durée de l'accord-cadre, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total de l'accord-cadre y compris les modifications. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur garantie à première demande sont libérées dans les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du code et à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

5.2 - Avance

Il est fait application des dispositions des articles R. 2191-3 et suivants du code. Une avance est accordée dans les conditions indiquées aux articles précités, sauf renoncement de la part du titulaire mentionné dans son acte d'engagement. Le taux de l'avance est de 5%.

Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

6.1 - Provenance des matériaux et produits

Il est fait application des dispositions de l'article 21 du CCAG-Travaux.

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Le présent accord-cadre ne donne pas lieu à mise à disposition de carrières ou de lieux d'emprunt.

6.3 - Qualités des matériaux et produits, application des normes

Il est fait application des dispositions des articles 24 et 38 du CCAG-Travaux. L'attention du titulaire est appelée sur les contrôles prescrits par le présent cahier des clauses particulières.

Article 7 - Implantation des ouvrages

Il est fait application des dispositions de l'article 27 du CCAG-Travaux. Le piquetage lorsqu'il est rendu nécessaire à l'occasion de travaux commandés sur la base du présent accord-cadre est effectué par le titulaire de façon contradictoire avec le Maître d'ouvrage.

Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux

8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation des travaux dont la durée déroge aux dispositions de l'article 28.1 du CCAG-Travaux. La période de préparation est incluse dans le délai d'exécution des travaux, sa durée est indiquée lors de la commande des travaux ou de l'attribution du marché subséquent. La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au Titulaire. Dans cette hypothèse, l'ordre de service prolonge le délai d'exécution de la même durée.

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- Etablissement par le Titulaire et présentation au visa du maître d'ouvrage, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier nécessaires et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation) ;
- Acceptation par visa du Maître d'Ouvrage des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG-Travaux et à l'article 8.2 du présent CCAP.

L'ensemble des documents définis ci-dessus est à fournir dans les délais prévus par le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux fourni dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

- Etablissement d'un plan de prévention par application des dispositions des articles R. 4512-6 et suivants du code du travail ou d'un plan particulier de protection de la santé des travailleurs par application des dispositions des articles R. 4532-1 et

suivants du code du travail (selon le régime applicable aux travaux en cause). Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (Titulaire, cotraitant et sous-traitant). Les plans de prévention contresignés doivent être remis au Maître d'Ouvrage dans un délai de 20 jours après la date de début de la période de préparation des travaux. Le titulaire est tenu d'informer son personnel des risques encourus.

- Ensemble des démarches visées par les articles R. 554-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à la prévention des risques lors de l'exécution de travaux à proximité d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution (pour peu qu'elles soient rendues obligatoires à l'occasion de l'exécution des travaux en cause)

8.2 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Le Titulaire établit, notamment d'après les définitions du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Il est rappelé que le Titulaire est chargé de l'établissement des spécifications techniques détaillées et des plans d'exécution des ouvrages. Ces documents sont datés et authentifiés par le Titulaire. Ils sont soumis au visa du Maître d'Ouvrage qui peut demander aussi, la délivrance des avants-métrés. La délivrance ne dégage pas le Titulaire de sa propre responsabilité. Le Maître d'Ouvrage doit les renvoyer au Titulaire avec ses observations éventuelles, au plus tard 10 jours après leur réception, par dérogation aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux.

8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Il est fait application des dispositions de l'article 6 du CCAG-Travaux.

8.4 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

8.4.1 - Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

Le chantier ne prévoit pas de facilités accordées à ou aux entreprises intervenantes (Titulaires, co-traitants, sous-traitants). Une emprise est dédiée à l'installation de la base-vie déployée par le titulaire pendant l'ensemble de la durée d'exécution de l'accord-cadre. Les sujétions de toute nature et les retard qui pourraient résulter de la présence et du maintien des services de canalisations, câbles et conduites de toute nature (etc, ...) ainsi que les chantiers nécessaires au déplacement et à la transformation de ces installations ne donnent lieu à aucune indemnité ni plus-value.

8.4.2 - Installations à réaliser par l'entrepreneur Titulaire

Les installations de chantier se tiennent sur le terrain réservé à l'opération. Les lieux doivent être mis en état avant l'expiration du délai d'exécution des travaux. Les dépôts provisoires résultant de l'approvisionnement ou des travaux de démolition se tiennent dans les limites du chantier.

8.4.3 - Transport par voie d'eau

Le chantier ne nécessite pas la mise en œuvre de transports de matériaux par voie d'eau.

8.4.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Chaque entrepreneur intervenant sur les chantiers résultant des commandes passées par le maître d'ouvrage prend les dispositions nécessaires pour minimiser les nuisances sur la vie quotidienne des usagers et riverains de la zone de chantier :

- Propreté : un nettoyage quotidien du chantier et des abords est effectué. L'exigence de propreté est renforcée les veilles de week-end et de jours fériés. Le nettoyage des voies publiques ainsi que la circulation pour desserte de

chantier sont soumis aux arrêtés préfectoraux pris en la matière par le gestionnaire routier ;

- Sécurité : l'entrepreneur Titulaire est tenu au respect des normes de sécurité des travailleurs visées par le CCTP et définies par son plan de prévention accepté en début de chantier.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail relative à la protection de la santé et à la sécurité des travailleurs.

Le Titulaire tient nécessairement compte dans sa méthodologie (et l'intègre nécessairement dans ses prix) de l'ensemble des sujétions et recommandations contenues dans le guide de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics pour lutter contre l'épidémie de Covid 19. Ce guide est mis à jour à régulièrement et les mises à jour de la méthodologie sur ce point y sont nécessairement corrélées.

Une attention particulière est demandée au titulaire ainsi qu'aux sous traitants et prestataires du titulaire, le Maître d'Ouvrage informe et confirme la présence de minium de plomb ainsi que de fibres amiantées dans tout le revêtement peinture de la structure métallique du Pont de Tancarville.

A ce titre des rapports d'inspections et d'analyses sont joints en annexe au présent CCAP. Il est demandé au titulaire ainsi qu'aux sous traitants et prestataires de prendre en compte ces environnements pour la phase d'études et d'exécution.

8.4.5 - Utilisation des voies publiques

Il est fait application des dispositions de l'article 34 du CCAG-Travaux. L'utilisation des voies publiques est soumise aux arrêtés et mesures prises en la matière par les gestionnaires concernés.

8.4.6 - Autorisations administratives

Il est dérogé aux dispositions de l'article 31.3 du CCAG-Travaux, dans la mesure où le Titulaire fait son affaire de l'obtention de toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux faisant l'objet du présent contrat. Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers notamment pour les circulations publiques si celle-ci n'a pas été déviée. Le défaut de délivrance d'une autorisation ne peut servir de prétexte à différer le début des travaux incombant au Titulaire.

8.4.7 - Réunions de chantier

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le Maître d'Ouvrage dès le commencement des travaux. Ils ont lieu selon une régularité définie au début des travaux commandés. A chaque rendez-vous de chantier, chaque Entrepreneur devra être en mesure d'informer avec précision:

- De l'état d'avancement des travaux ;
- De la situation des effectifs sur le chantier ;
- Des problèmes qui se seront posés depuis le dernier rendez-vous et des suggestions de l'entrepreneur pour résoudre ceux-ci.

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'accord-cadre se déroulent en français ; il appartient à chaque entrepreneur Titulaire de désigner le cas échéant, pour l'exécution des travaux objets du présent accord-cadre, une équipe ayant une parfaite maîtrise de la langue française. Les entrepreneurs Titulaires sont tenus d'assister à ces réunions ou d'y déléguer un agent apte à prendre toute décision

pendant toute la durée d'exécution des travaux, sous peine d'encourir la pénalité prévue par le présent CCAP.

Ils ne pourront se faire représenter qu'avec l'accord exprès du Maître d'Ouvrage. Leur représentant qualifié devra posséder les connaissances nécessaires et disposer de pouvoirs lui permettant de prendre au nom et place de l'Entrepreneur empêché, toutes décisions utiles et donner au personnel les instructions correspondantes.

L'absence d'un entrepreneur au rendez-vous de chantier et son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, entraîne la responsabilité pleine et entière de cet entrepreneur pour les erreurs ou les malfaçons qui résulteraient de cette défaillance.

Le Maître d'Ouvrage peut exiger le changement des agents des entrepreneurs concernés pour insubordination, incapacité ou défaut de probité. Les comptes rendus de chantier seront établis par le Maître d'Ouvrage. Ces comptes rendus seront adressés au titulaire et à ses sous-traitants éventuels. Ces documents deviennent contractuels, en particuliers en ce qui concerne les malfaçons et les retards d'exécution des travaux qui y seraient portés. Les observations sur ces comptes rendus, pour pouvoir être prises en compte, doivent être signalées au Maître d'Ouvrage au plus tard au rendez-vous de chantier suivant.

8.4.8 – Travaux effectués à proximité de réseaux enterrés

Il est fait application des dispositions des articles L. 554-1 à 4 et R. 554-1 à 38 du code de l'environnement. Les travaux effectués au voisinage des lignes électriques, des câbles souterrains et des conduites de transport de gaz devront faire l'objet, d'une déclaration adressée aux représentants locaux de la distribution d'énergie électrique et du groupement gazier de transport intéressés, et ce, dans les délais mentionnés aux articles R. 554-20 et suivants du code de l'environnement.

8.5 - Garde du chantier

Il est fait application des dispositions de l'article 31.4 du CCAG-Travaux.

8.6 - Conditions environnementales

Il est fait application des dispositions de l'article 7 du CCAG-Travaux.

8.7 - Confidentialité et sécurité

Le Titulaire se conforme aux obligations de confidentialité et de sécurité indiqués à l'article 5 du CCAG-Travaux.

8.8 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-Travaux, le Titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est précisé que certaines réparation nécessitent l'intervention du personnel du titulaire sans nécessairement de déploiement de matériel et/ou de pièces (resserrage d'un boulon...). Dans ces hypothèses, il est précisé qu'une commande est passée en début d'année au titulaire pour ces petites interventions à l'occasion desquelles les équipes du titulaire interviennent à la demande du maître d'ouvrage et demeurent pendant toute l'intervention sous l'autorité pleine et entière du conducteur de travaux de l'entreprise titulaire (ou équivalent). Ces interventions sont facturées au moyen des composantes du poste n°15 du bordereau de prix.

8.9 - Augmentation du montant des travaux

Il est fait application des dispositions des articles 14.3 et 14.4 du CCAG-Travaux.

Article 9 - Contrôles et réception des travaux

9.1 - Réception

Les opérations de réception se déroulent dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG-Travaux. Il est dérogé aux dispositions de l'article 42.4 du CCAG-Travaux dans la mesure où chaque commande/marché subséquent donne lieu aux opérations de réception mentionnées précédemment ainsi qu'aux opérations de solde des comptes. Le décompte général n'intervient donc pas de façon unique à l'échéance du présent accord-cadre mono-attributaire.

9.2 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les travaux commandés sur la base de l'accord-cadre citée en objet peuvent donner lieu en cas d'urgence dûment établie à une prise de possession antérieure à la réception mais sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

9.3 - Documents fournis après exécution

Par dérogation aux dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur Titulaire constitue et remet dans un délai maximum de quatre (4) semaines à compter de la date de réception des travaux, les documents visés à l'article 40 précité en trois (3) exemplaires papier dont un exemplaire reproductible. A la date de la réception des travaux, le Titulaire remet un dossier de recollement complet ainsi qu'un fichier numérique en version native aux formats Autocad et pdf. Les documents sont remis en français.

9.4 - Délais de garantie

Il est fait application des dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux.

9.5 - Assurances

Il est fait application des dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux. Le Titulaire doit contracter les assurances permettant :

- De garantir sa responsabilité à l'égard du Maître d'Ouvrage, du représentant du Maître d'Ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui des offres, les attestations d'assurance doivent être adressées par les intéressés au Maître d'Ouvrage dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et, au plus tard, avant tout commencement d'exécution.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de bloquer le paiement des travaux jusqu'à ce que le Titulaire délivre cette pièce et sans ouverture du droit à versement d'intérêts moratoires.

Article 10 - Résiliation de l'accord-cadre - Règlement des litiges

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-Travaux, le marché peut être résilié en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

Article 11 - Exécution aux frais et risques

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues à l'article 52 du CCAG-Travaux.

12 - Règlement des litiges

12.1 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

12.2 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rouen.

Tribunal administratif de Rouen

53 avenue Gustave Flaubert

76000 ROUEN

Téléphone : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Site internet : <http://rouen.tribunal-administratif.fr>

Article 13 - Garantie relative à la propriété industrielle ou commerciale

Le Titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce employés pour l'exécution des travaux visées par les commandes passées sur le fondement de l'accord-cadre. Il appartient au Titulaire d'obtenir, à ses frais, les cessions, les licences ou les autorisations nécessaires. Le Maître d'Ouvrage a le droit, ultérieurement, de procéder ou de faire procéder, par qui bon lui semble, à toutes les réparations nécessaires.

Article 14 - Dérogation aux documents généraux

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation
2	4.1
3.3.6	12.4
3.4.8	10.4
4.3.1	19.2.1
4.3.1	19.2.3

4.3.1	19.2.4
4.3.3	52.1
4.5	40
8.1	28.1
8.2	29.1.5
8.4.6	31.3
9.1	42.4
9.3	40

Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au CCAG-Travaux n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au CCAG-Travaux qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessus conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent marché.